

## INSTRUCTION

N° 02-052-M0 du 11 juin 2002

NOR : BUD R 02 00052 J

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

NOUVELLES MODALITÉS DE FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES :  
LES TITRES DE CRÉANCES NÉGOCIABLES (T.C.N).

### ANALYSE

Diffusion de la circulaire interministérielle n° NOR/INT/B/02/00115/C du 29 avril 2002

Date d'application : 11/06/2002

### MOTS-CLÉS

COLLECTIVITÉS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX ; DÉCENTRALISATION ;  
FINANCEMENT ; TITRE DE CRÉANCE NÉGOCIABLE ; EMPRUNT

### DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

### DOCUMENTS À ABROGER

Néant

### DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	TPGR	TPG	DOM	RF	T							

### DIFFUSION

GT 27

*DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE*

*6<sup>ème</sup> Sous-direction - Bureau 6C*

## LISTE DES ANNEXES

ANNEXE N° 1 : Circulaire NOR/INT/B/02/00115/C du 29 avril 2002.....	4
ANNEXE N° 2 : Annexes n° 1 et n° 2 de la circulaire interministérielle Intérieur/Finances NOR/INT/B/02/00115/C du 29 avril 2002.....	11
ANNEXE N° 3 : Émission de billets de trésorerie en nomenclatures M52 et M1-5-7.....	15
ANNEXE N° 4 : Émission de billets de trésorerie en nomenclatures M51 et M51 Régions.....	16
ANNEXE N° 5 : Émission de bons à moyen terme négociables en nomenclature M14.....	17
ANNEXE N° 6 : Émission de bons à moyen terme négociables en nomenclatures M52 et M1-5-7 .....	18
ANNEXE N° 7 : Émission de bons à moyen terme négociables en nomenclatures M51 et M51 Régions.....	19
ANNEXE N° 8 : Les obligations d'information des émetteurs de titres de créances négociables sur le marché français. ....	20

Depuis les lois de décentralisation, les règles de financement des collectivités locales, tant à court terme (opérations de trésorerie) qu'à long terme (recours à l'emprunt) ont progressivement été totalement libéralisées.

L'article 25 de la loi du 15 mai 2001 relative aux nouvelles régulations économiques a modifié l'article L. 213-3 du Code monétaire et financier en autorisant les collectivités locales et leurs groupements à émettre des titres de créances négociables (TCN) et leur permettre ainsi d'accéder au marché désintermédié de l'emprunt à court terme.

La présente instruction a pour objet de porter à la connaissance des comptables, pour application, la circulaire interministérielle n° NOR/INT/B/02/00115/C du 29 avril 2002 figurant en annexe. Cette circulaire précise les modalités de mise en œuvre de ce nouveau mode de financement désormais disponible aux collectivités locales.

Toute difficulté d'application de la présente instruction sera portée à la connaissance du bureau 6C.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique

LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA 6<sup>ÈME</sup> SOUS-DIRECTION

OLLIVIER GLOUX

ANNEXE N° 1 : Circulaire NOR/INT/B/02/00115/C du 29 avril 2002.

**MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES  
FINANCES ET DE L'INDUSTRIE**

Direction générale de la comptabilité publique  
Bureau 6C

CD - 641

**MINISTERE DE L'INTERIEUR**

Direction générale des collectivités locales  
Bureau des budgets locaux et de l'analyse financière

NOR/INT/B/02/00115/C

Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie

Le ministre de l'intérieur

à

Mesdames et Messieurs les Préfets

Mesdames et Messieurs les Trésoriers-payeurs généraux

**OBJET :** Nouvelles modalités de financement des collectivités locales : les titres de créances négociables (T.C.N.).

**REF. :** Circulaire NOR/INT/B/02/00115/C du 29 avril 2002

**P.J. :** 8 annexes

## ANNEXE N° 1 (suite)

**TEXTES DE REFERENCE :**

- *Loi n° 85-1321 du 14 décembre 1985 modifiant diverses dispositions du droit des valeurs mobilières, des titres de créances négociables, des sociétés et des opérations de bourse*
- *Loi n° 91-716 du 26 juillet 1991 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier*
- *Loi n° 2001-420 du 15 mai 2001 relative aux nouvelles régulations économiques (JO n° 113 du 16 mai 2001)*
- *Décret n° 92-137 du 13 février 1992 relatif aux titres de créances négociables*
- *Décret n° 98-1316 du 31 décembre 1998 portant modifications du décret n° 92-137 du 13 février 1992 relatif aux titres de créances négociables*
- *Décret n° 2001-930 du 9 octobre 2001 modifiant le décret n° 92-137 du 13 février 1992 relatif aux titres de créances négociables*
- *Arrêté du 13 février 1992 pris pour application du décret n° 92-137 du 13 février 1992 et définissant les mentions obligatoires du dossier de présentation financière constitué par les émetteurs de titres de créances négociables*
- *Arrêté du 31 décembre 1998 pris pour application du décret n° 92-137 du 13 février 1992 et précisant les conditions que doivent remplir les émetteurs de titres de créances négociables*
- *Arrêté du 9 octobre 2001 modifiant l'arrêté du 13 février 1992*
- *Arrêté du 9 octobre 2001 modifiant l'arrêté du 31 décembre 1998*
- *Circulaire n° NOR/INT/B/92/00260/C du 15 septembre 1992 relative aux contrats de risque de taux d'intérêt offerts aux collectivités locales et aux établissements publics locaux*
- *Règlement du Comité de Réglementation Bancaire et Financière n° 98-08 du 7 décembre 1998 et le règlement général du Code Monétaire et Financier (Titre VI, articles 6.3.10 à 6.3.13) précisant les conditions d'émission de ces titres par les entreprises d'investissement, les établissements de crédit et la CDC*

Aux termes des articles L. 2336-3, L. 3335-1 et L. 4333-1 du Code général des collectivités territoriales (C.G.C.T.), les communes, les départements et les régions peuvent recourir librement à l'emprunt : ils négocient leurs emprunts avec les prêteurs de leur choix.

Conformément à la circulaire NOR/INT/B/89/007/C du 22 février 1989, les collectivités locales ont également la possibilité de recourir à des crédits de trésorerie destinés uniquement à financer le décalage temporaire entre le paiement des dépenses et l'encaissement des recettes, et qui ne procurent aucune ressource budgétaire.

Les collectivités locales se voient cependant proposer par les établissements financiers des produits mixtes, qui combinent à la fois un emprunt budgétaire et des crédits de trésorerie.

## ANNEXE N° 1 (suite)

Ce contexte a entraîné une diversification et une sophistication de la gestion financière des collectivités locales leur permettant de gérer de manière optimale leurs mouvements financiers.

Toutefois, l'article 19 de la loi n° 91-716 du 26 juillet 1991 citée en référence avait écarté les collectivités locales au titre des acteurs habilités à émettre des titres de créances négociables (T.C.N.).

L'article 25 de la loi du 15 mai 2001 relative aux nouvelles régulations économiques vient modifier l'article L. 213-3 du code monétaire et financier en autorisant les collectivités locales et leurs groupements à émettre des titres de créances négociables.

### I. LES DISPOSITIONS GENERALES

#### A) Nature juridique des TCN

Créés par la loi du 14 décembre 1985, les titres de créances négociables ont fait l'objet d'un réaménagement par la loi de 1991. L'article 19 de cette loi les définit comme des "titres émis au gré de l'émetteur, négociables sur un marché réglementé, qui représentent chacun un droit de créance pour une durée déterminée".

Les T.C.N. ne sont ni des effets de commerce, ni des valeurs mobilières, compte tenu du marché sur lequel ils sont négociés et de leurs caractéristiques propres : ils ne sont donc pas fongibles, à la différence des obligations par exemple.

Les opérations traitées sur le marché des TCN sont négociées de gré à gré, de façon bilatérale entre les émetteurs et les investisseurs, qui définissent les caractéristiques de l'émission.

De plus, les émetteurs de TCN ne sont pas réputés faire appel public à l'épargne, même lorsque les titres sont souscrits par des particuliers.

#### B) Catégories de TCN

Il existe trois catégories de T.C.N. :

- les certificats de dépôts (CD), créés en mars 1985, émis par les établissements de crédit ainsi que la Caisse de Dépôt et Consignations ;
- les billets de trésorerie (BT), créés en décembre 1985, émis par des entreprises d'investissement et par les émetteurs mentionnés à l'article 19 de la loi du 26 juillet 1991 pour une durée variant de 1 jour à 1 an maximum ;
- les bons à moyen terme négociables (BMTN), lancés en mars 1992, émis par l'ensemble des émetteurs mentionnés dans la loi du 26 juillet 1991 pour une durée de 1 an et 1 jour minimum, et sans limitation.

## ANNEXE N° 1 (suite)

Seules ces deux dernières catégories seront ouvertes aux collectivités locales et font donc l'objet des développements ultérieurs.

**Voir Fiche technique présentée en Annexe 1.**

## **II. L'UTILISATION DES TITRES DE CREANCES NEGOCIABLES PAR LES COLLECTIVITES LOCALES**

L'article 25 de la loi du 15 mai 2001 accorde exclusivement aux collectivités locales et à leurs groupements d'émettre des titres de créances négociables. Sont donc exclus de ce dispositif les établissements publics qui leur sont rattachés, mais aussi les établissements publics territoriaux (dont notamment les centres hospitaliers et les offices publics d'HLM).

Le régime des délégations de compétences en matière de T.C.N. vous sera présenté dans une circulaire ultérieure.

Par ailleurs, la réglementation sur les TCN prévoit notamment l'obligation pour l'émetteur de faire appel à un établissement domiciliataire choisi librement par la collectivité (sans nécessairement devoir faire appel à la concurrence). Ce peut être un établissement de crédit agréé en France ou une succursale, une entreprise d'investissement ou une succursale, ainsi que la Caisse des Dépôts et Consignations.

Dans le cadre des obligations qui incombent au domiciliataire, notamment celles de réception des fonds lors de l'émission et de calcul et de paiement des intérêts aux souscripteurs, il convient d'être particulièrement vigilant sur la rédaction du contrat quant aux modalités de circulation des fonds entre la collectivité et l'établissement domiciliataire. En effet, celui-ci sert d'intermédiaire entre l'émetteur (la collectivité) et le souscripteur, et par lui transitent les fonds levés qui sont des fonds de la collectivité et donc soumis à l'obligation de dépôt au Trésor. En particulier chargé d'assurer le service financier de l'émission (collecte des fonds, paiement des intérêts), le domiciliataire doit reverser les fonds dès leur réception sur le compte au Trésor de la collectivité ouvert dans les écritures du comptable assignataire, seul chargé du maniement des fonds et des mouvements de comptes de disponibilités de la collectivité. Le contrat d'émission devra donc être particulièrement précis sur ce sujet.

Le contrat doit préciser notamment :

- le nom et la raison sociale de l'établissement domiciliataire ;
- les modalités de versement des fonds collectés sur le compte au Trésor de la collectivité emprunteuse ;
- l'encours maximum de titres émis (montant minimal de 150 000 euros ou contre-valeur de 150 000 euros) ;
- la durée de l'émission (1 an maximum pour les billets de trésorerie) et l'échéance (elle doit être fixe) ;

## ANNEXE N° 1 (suite)

- le taux d'intérêt accordé ;
- la monnaie d'émission.

### ➤ **En recettes :**

Une copie du contrat et de la délibération l'autorisant sont remises au comptable de la collectivité locale par l'ordonnateur comme pièces justificatives, lors de la réception des fonds par la collectivité. Ces pièces viennent à l'appui d'un ordre de recettes s'agissant d'une émission de billets de trésorerie et d'un titre de recettes s'agissant d'une émission de billets à moyen terme négociables.

### ➤ **En dépenses :**

Les dépenses afférentes aux titres de créances négociables concernent d'une part, le paiement des intérêts, et d'autre part, le remboursement du capital emprunté.

En général, les intérêts sont précomptés. Lors de la réception des fonds, la collectivité ne perçoit que le montant de l'émission, intérêts et commissions déduits.

Une facture de l'établissement domiciliataire pour le montant des différentes commissions stipulées dans le contrat et un état liquidatif des intérêts doivent être produits à l'appui du mandat de paiement émis par l'ordonnateur.

A l'échéance, l'ordonnateur doit adresser au comptable un état récapitulatif des sommes à verser à l'appui de l'ordre de remboursement (billets de trésorerie) ou du mandat de paiement (bons à moyen terme négociables).

Il convient de rappeler que le virement des sommes dues est effectué à l'établissement domiciliataire qui est chargé de rembourser directement les souscripteurs.

## **III. LES ASPECTS COMPTABLES ET BUDGETAIRES (voir Annexes 1 à 4 pour les écritures comptables)**

### **A) Les billets de trésorerie (Annexes 2, 3 et 4)**

Les billets de trésorerie ont vocation à fournir des ressources de trésorerie pour une durée allant de 1 jour à 1 an maximum. Ils peuvent être émis à un rythme défini par l'émetteur et selon les besoins de disponibilités de celui-ci. Dès lors, ils peuvent être rapprochés des lignes de crédit de trésorerie destinées à faire face à un besoin ponctuel et éventuel de disponibilités (instruction n°89-38-MO du 28 mars 1989). Ainsi, ces opérations de financement à court terme sont comptabilisées hors budget, à un compte de la classe 5.

### **B) Les bons à moyen terme négociables (Annexes 5, 6 et 7)**

L'enregistrement des BMTN semble moins délicat dans la mesure où ils procurent des ressources à moyen, voire long terme. Une comptabilisation au compte 16, par une opération budgétaire, doit être effectuée, conformément aux préconisations du plan comptable général.



## ANNEXE N° 1 (suite)

**IV. FORMALITES**

L'émission de T.C.N. est soumise à certaines formalités d'information préalables, définies par le décret du 13 février 1992 modifié, notamment à la constitution d'un dossier de présentation financière qui porte essentiellement sur les activités, la situation financière et le programme de l'émetteur.

Ces formalités sont allégées pour les émetteurs notés.

L'article 5 de l'arrêté du 13 février 1992 modifié, prévoit la possibilité de l'adapter pour les collectivités, avec l'accord de la Commission des Opérations de Bourse (COB).

Il est en effet prévu, par le bulletin mensuel de la COB d'avril 1992 (**Annexe 8**), dorénavant applicables aux collectivités locales et à leurs groupements, d'adapter le dossier comptable (article 8 2° du décret de 1992), la fiche de renseignements juridiques et financiers (article 2 de l'arrêté de 1992) et le rapport semestriel sur l'activité et les résultats, et la situation trimestrielle de trésorerie (article 4 de l'arrêté de 1992).

**IV. MISE A JOUR DES NOMENCLATURES**

L'introduction de nouveaux modes de financement (aussi bien à court terme qu'à moyen et long terme) offerts aux collectivités locales implique la mise à jour des plans de comptes pour les types de collectivités concernées.

**A) Nomenclature M14**

En attendant le prochain arrêté modifiant la M14 qui doit être adopté au cours de l'année 2002, les comptes suivants sont utilisés :

- le compte 1681 « Autres emprunts » pour les bons à moyen terme négociable ;
- le compte 5193 « Autres crédits de trésorerie » pour les billets de trésorerie.

**B) Nomenclature M52**

L'arrêté du 6 décembre 2001, modifiant l'arrêté du 3 mai 2000 relatif à l'application d'un plan comptable au secteur public local, a apporté les modifications suivantes :

- le compte 1682 « Bons à moyen terme négociables » a été créé ;
- le compte 5193 « Autres crédits de trésorerie » est désormais libellé « Lignes de crédit de trésorerie » ;
- le compte 5194 « Billets de trésorerie » a été créé ;
- le compte 5198 « Autres crédits de trésorerie » a été créé.

## ANNEXE N° 1 (suite et fin)

**C) Nomenclature M1-5-7**

Par la présente circulaire, sont créés :

- le compte 1682 « Bons à moyen terme négociables » ;
- le compte 5194 « Billets de trésorerie » ;
- le compte 5198 « Autres crédits de trésorerie ».

Le libellé du compte 5193 « Autres crédits de trésorerie » est modifié en « Lignes de crédits de trésorerie ».

**D) Nomenclatures M51 et M51 Régions**

Par la présente circulaire, sont créés :

- le compte 1666 "Bons à moyen terme négociables" ;
- le compte 5693 "Billets de trésorerie".

Pour le ministre et par délégation,

*le directeur général de la comptabilité publique*

Pour le ministre et par délégation,

*le directeur général des collectivités locales*

J. BASSERES

D. BUR

ANNEXE N° 2 : Annexes n° 1 et n° 2 de la circulaire interministérielle Intérieur/Finances NOR/INT/B/02/00115/C du 29 avril 2002.

## Annexe 1

<b>FICHE TECHNIQUE SUR LES TITRES DE CRÉANCES NÉGOCIABLES</b>
---

**Montant minimal** : 150 000 euros ou contre-valeur en devises de 150 000 euros.

**Dématérialisation** : obligatoire depuis le 26 janvier 1993.

**Notation** : facultative.

Les émetteurs notés bénéficient d'une procédure d'information allégée (dépôt à la Banque de France d'un dossier de présentation financière 15 jours avant la première émission ; ce dossier est mis à jour annuellement). Il faut que la notation soit effectuée par une agence spécialisée figurant sur une liste arrêtée par le Ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Les collectivités déjà notées (24 à la fin de l'année 2000) vont pouvoir bénéficier d'un avantage en terme de souplesse d'utilisation du marché.

Pour les émetteurs non notés, le même dossier de présentation devra être soumis à l'approbation de la Commission des Opérations de Bourse (COB) pour visa un mois avant le lancement de la première émission avec également une mise à jour annuelle du visa. Celui-ci devient caduc si un émetteur suspend sa présence pendant plus d'un an. Ces mêmes émetteurs non notés devront communiquer à la Banque de France et à la COB un rapport semestriel d'activité et une situation trimestrielle de trésorerie.

**Prix d'émission et de remboursement** : libres.

Les TCN peuvent être émis à un prix différent du pair et comporter une prime de remboursement. Si l'émission d'un TCN ne garantit pas le remboursement de la totalité du capital, cette clause doit faire l'objet d'un avertissement dans le dossier de la présentation financière ; la fraction du capital garantie par l'émetteur doit être, de plus, explicitement mentionnée lors de l'émission.

Le rachat par l'émetteur et le remboursement anticipé suivi d'annulation sont libres. En pratique, peu d'opérations toutefois font l'objet de rachat avant terme. Les émetteurs rendent compte mensuellement à la Banque de France des opérations de rachat de leurs titres et chaque semaine des remboursements anticipés de leurs titres.

**Rémunération** : libre.

La rémunération est débattue librement entre les parties lors de l'émission. Lorsqu'elle varie en application d'une clause d'indexation qui ne porte pas sur un taux usuel du marché interbancaire, du marché monétaire ou du marché obligataire, cette clause doit être au préalable portée à la connaissance de la Banque de France.

## ANNEXE N° 2 (suite)

**Monnaie d'émission** : euro (y compris ses dénominations nationales) ou toute devise étrangère, sauf opposition temporaire de la Banque de France.

**Échéance** : elle doit être fixe (remboursement in fine).

**Placement et négociation** : réservés aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement.

### **Garantie :**

L'émetteur peut obtenir le cautionnement d'établissements de crédit.

### **Gestion et domiciliation :**

L'efficacité du marché des TCN repose largement sur le rôle du domiciliataire, qui est le teneur de compte de l'émission et qui assume un double rôle : veiller à la régularité de l'émission et assurer la fourniture de déclarations statistiques auprès de la Banque de France.

La réglementation des TCN impose que tous les titres soient domiciliés sur le territoire français, auprès d'un établissement de crédit agréé en France ou d'une succursale d'un établissement de crédit intervenant dans le cadre prévu par la Directive sur les Services d'Investissement (92-50 du 18 juin 1992 portant coordination des procédures de passation des marchés publics de services) transposée par la loi n°97-50 du 22 janvier 1997 pour les personnes morales exclues du champ d'application du code des marchés publics, et par le décret n° 98-11 du 27 février 1998 pour les personnes morales soumises à ce code. De même, la domiciliation peut être assurée par une entreprise d'investissement agréée en France ou d'une succursale agissant dans les mêmes conditions que ci-dessus, ainsi que la Caisse des Dépôts et Consignations.

La directive n°92-50 du 18 juin 1992 assujettit l'ensemble des contrats de services aux règles de la concurrence. A la suite de difficultés liées à l'interprétation des dispositions citées ci-dessus, et notamment leur applicabilité aux contrats d'emprunt, un décret n° 99-634 du 19 juillet 1999 dont les dispositions modifient celles du décret du 27 février 1998 vient préciser le champ d'application du code des marchés publics dans le domaine financier. Ce décret exclut notamment du champ d'application des procédures de mise en concurrence tant nationale qu'européenne :

- les contrats d'emprunt proprement dits ;
- les réservations de crédits (engagements de financement) ;
- les contrats portant ouverture d'une ligne de trésorerie ;
- les services relatifs à l'émission, à l'achat, à la vente ou au transfert de titres ou d'autres instruments financiers.

Le rôle du domiciliataire de titres de créances négociables correspond à cette dernière catégorie et à ce titre les prestations qu'il est en mesure d'offrir à l'émetteur ne sont pas soumises à concurrence.

La fonction de domiciliataire de titres de créances négociables est définie dans le titre VI du règlement général du Conseil des marchés financiers (CMF). Le domiciliataire est ainsi chargé de veiller à la régularité des conditions d'émission, il est responsable de l'exactitude du montant de l'émission au regard des instructions reçues de l'émetteur et il assure le service financier de l'émission (paiement des intérêts...). De plus, il est l'interlocuteur privilégié de la Banque de France dans la mesure où il est tenu de procéder, auprès de la banque centrale, aux déclarations statistiques prévues par la réglementation.

**ANNEXE N° 2 (suite)****Surveillance du marché et sanctions :**

La Banque de France est l'autorité de marché. Elle prend les mesures nécessaires en vue d'assurer le fonctionnement normal du marché. Elle est chargée d'une mission de surveillance et de contrôle. A ce titre, elle peut suspendre ou interdire l'émission d'un émetteur qui ne respecterait pas les dispositions en vigueur.

En outre, la Banque de France contribue à la transparence en publiant régulièrement des informations et des statistiques sur le fonctionnement du marché et sur les émetteurs. Elle publie notamment la Situation hebdomadaire des TCN disponible sur le site Internet de la Banque de France accessible sur Alizé.

Cette intervention se double d'un contrôle de la COB qui est garante du respect des obligations relatives à l'information des investisseurs.

## ANNEXE N° 2 (suite)

**ANNEXE 2 : Émission de billets de trésorerie en nomenclature M14**

Une collectivité décide d'émettre pour 1 000 en billets de trésorerie. L'intermédiaire bancaire retient 10 sur cette somme en commissions et calcule pour 50 d'intérêts précomptés.

	627 Services bancaires et assimilés	6618 Intérêts des autres dettes	515 Compte au Trésor	5193 <sup>1</sup> Billets de trésorerie	Pièces justificatives
- Encaissement du montant net collecté	10	50	940	1 000	Délibération Contrat Ordre de recettes
Mandats SF					Facture État liquidatif des intérêts
- Remboursement à l'échéance des billets de trésorerie			1 000	1 000	Ordre de paiement

<sup>1</sup> Compte valable jusqu'à la création des nouveaux comptes par le prochain arrêté qui sera adopté au cours de l'année 2002.

## ANNEXE N° 3 : Émission de billets de trésorerie en nomenclatures M52 et M1-5-7

Une collectivité décide d'émettre pour 1 000 en billets de trésorerie. L'intermédiaire bancaire retient 10 sur cette somme en commissions et calcule pour 50 d'intérêts précomptés.

	627 Services bancaires et assimilés	6618 Intérêts des autres dettes	515 Compte au Trésor	5194 Billets de trésorerie	Pièces justificatives
- Encaissement du montant net collecté	10	50	940	1 000	Délibération Contrat Ordre de recettes
Mandats SF					Facture État liquidatif des intérêts
- Remboursement à l'échéance des billets de trésorerie			1 000	1 000	Ordre de paiement

## ANNEXE N° 4 : Émission de billets de trésorerie en nomenclatures M51 et M51 Régions






Une collectivité décide d'émettre pour 1 000 en billets de trésorerie. L'intermédiaire bancaire retient 10 sur cette somme en commissions et calcule pour 50 d'intérêts précomptés.

	672 Frais financiers divers	6715 Intérêts des emprunts à court terme	568 Compte au Trésor	5693 Billets de trésorerie	Pièces justificatives
- Versement par l'établissement domiciliataire du montant net collecté	10	50	940	1 000	Délibération Contrat Ordre de recettes
Mandats SF					Facture État liquidatif des intérêts
- Remboursement à l'échéance des billets de trésorerie			1 000	1 000	Ordre de paiement



## ANNEXE N° 5 : Émission de bons à moyen terme négociables en nomenclature M14

Une collectivité décide d'émettre pour 1 000 en bons à moyen terme négociables. L'intermédiaire bancaire retient 10 sur cette somme en commissions et calcule pour 50 d'intérêts précomptés.

	515 Compte au Trésor	1681 <sup>1</sup> Bons à moyen terme négociables	6618 <sup>2</sup> Intérêts des autres dettes	627 <sup>2</sup> Services bancaires et assimilés	4816 <sup>3</sup> Frais d'émission des emprunts	796 Transferts de charges financières
- Versement du montant net collecté	940	1 000 	50	10 		
- Étalement des charges d'intérêt					60 	60 
- Remboursement à l'échéance des BMTN	1 000	1 000 				

<sup>1</sup> Compte valable jusqu'à la création des nouveaux comptes par le prochain arrêté qui sera adopté au cours de l'année 2002.

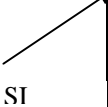
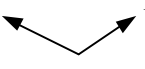



<sup>2</sup> Les mandats établis sur les comptes 6618 et 627 peuvent être imputés sur le titre de recette du compte 1681.

<sup>3</sup> Cette écriture ne sera passée que lorsque la collectivité décide de procéder à un étalement des frais d'émission et des charges d'intérêt. Cette possibilité concernant les frais d'intérêt est ouverte à titre exceptionnel pour tenir compte du fait que les intérêts peuvent être précomptés.

Le compte 4816 (titre en section d'investissement) est ensuite amorti sur la durée résiduelle du BMTN par débit du compte 6862 "Dotations aux amortissements des charges financières à répartir" (mandat en section de fonctionnement).

# ANNEXE N° 6 : Émission de bons à moyen terme négociables en nomenclatures M52 et M1-5-7

Une collectivité décide d'émettre pour 1 000 en bons à moyen terme négociables. L'intermédiaire bancaire retient 10 sur cette somme en commissions et calcule pour 50 d'intérêts précomptés.

	515 Compte au Trésor	1682 Bons à moyen terme négociables	6618 <sup>1</sup> Intérêts des autres dettes	627 <sup>1</sup> Services bancaires et assimilés	4816 <sup>2</sup> Frais d'émission des emprunts	796 Transferts de charges financières
- Versement du montant net collecté	940	1 000 	50	10 		
- Étalement des charges d'intérêt					60 	60 
- Remboursement à l'échéance des BMTN	1 000	1 000 				




<sup>1</sup> Les mandats établis sur les comptes 6618 et 627 peuvent être imputés sur le titre de recette du compte 1681.

<sup>2</sup> Cette écriture ne sera passée que lorsque la collectivité décide de procéder à un étalement des frais d'émission et des charges d'intérêt. Cette possibilité concernant les frais d'intérêt est ouverte à titre exceptionnel pour tenir compte du fait que les intérêts peuvent être précomptés.

Le compte 4816 (titre en section d'investissement) est ensuite amorti sur la durée résiduelle du BMTN par débit du compte 6862 "Dotations aux amortissements des charges financières à répartir" (mandat en section de fonctionnement).

## ANNEXE N° 7 : Émission de bons à moyen terme négociables en nomenclatures M51 et M51 Régions

Une collectivité décide d'émettre pour 1 000 en bons à moyen terme négociables. L'intermédiaire bancaire retient 10 sur cette somme en commissions et calcule pour 50 d'intérêts précomptés.

	568 Compte au Trésor	1666 Bons à moyen terme négociables	131 <sup>1 2</sup> Frais et primes d'émission ou de remboursement d'emprunts
- Encaissement du montant net collecté	940	1 000 	60 
		Titre SI	Mandat SI
- Remboursement à l'échéance des BMTN	1 000	1 000 	
		Mandat SI	

<sup>1</sup> Le compte 131 est amorti sur la durée résiduelle du BMTN par débit du compte 6811 "Dotations aux amortissements des frais et primes d'émission ou de remboursements d'emprunts" (mandat en section de fonctionnement) et crédit du 1381 "Amortissements des frais et primes d'émission ou de remboursement d'emprunts" (titre en section d'investissement). Les comptes 131 et 1381 sont soldés par opération d'ordre non budgétaire au terme de la période d'amortissement.

<sup>2</sup> Les frais d'intérêt de 50 sont inscrits au compte 131 uniquement lorsque la collectivité décide de procéder à un étalement pour tenir compte du fait qu'ils peuvent être précomptés. Dans le cas contraire, les intérêts sont imputés à un compte 671.

## ANNEXE N° 8 : Les obligations d'information des émetteurs de titres de créances négociables sur le marché français.



(Supplément au bulletin mensuel n° 257 - avril 1992)<sup>1</sup>

### Introduction

Les textes définissant le cadre juridique des émissions de titres de créances négociables sur le marché français disposent que :

- La Banque de France veille au respect par les émetteurs de titres de créances négociables des conditions d'émission ; elle peut suspendre ou interdire d'émission un émetteur qui manque au respect de ces dispositions ;
- les émetteurs de titres de créances négociables sont tenus de remplir des obligations d'information relatives à leur situation économique et financière et à leur programme d'émission. Ils doivent établir et mettre à jour régulièrement un dossier de présentation financière. La Commission des opérations de bourse veille au respect par les émetteurs de leurs obligations d'information.

La présentation des obligations d'information des émetteurs de titres de créances négociables sur le marché français qui figure ci-après est complétée par deux annexes.

Annexe I - Schéma d'organisation du dossier de présentation financière comprenant l'ensemble des éléments d'information exigés par les textes ;

Annexe II - Liste des textes de référence, relatifs aux titres de créances négociables.

Les obligations d'information des émetteurs de titres de créances négociables sur le marché français, rappelées ci-après, résultent directement de la lecture des textes législatifs et réglementaires (cf. Annexe II).

Les commentaires et précisions sur les modalités selon lesquelles la Commission des opérations de bourse exercera sa mission de surveillance de l'information sont en caractères italiques.

### 1. Les différentes catégories de titres de créances négociables

Les titres de créances négociables comprennent :

- d'une part,
- les certificats de dépôts, d'une durée initiale inférieure ou égale à un an, émis par des établissements établis en France et autorisés à recevoir du public des fonds à vue ou à moins de deux ans de terme par le premier alinéa de l'article 18 de la loi du 24 janvier 1984, ainsi que par la Caisse des dépôts et consignations ;
- les bons des institutions et sociétés financières, d'une durée initiale inférieure ou égale à un an, émis par les établissements mentionnés au deuxième alinéa de l'article 18 et à l'article 992 de la loi du 24 janvier 1984 établis en France ;

<sup>1</sup> Le texte reproduit a été actualisé pour tenir compte du décret n° 96-50 du 24 janvier 1996 et de la loi n° 96-597 du 2 juillet 1996 qui modifient la loi n° 91-716 du 26 juillet 1991 ainsi que du décret n° 94-848 du 27 septembre 1994 et du décret n° 96-353 du 24 avril 1996 qui modifient le décret n° 92-137 du 13 février 1992 (cf. ci-après p. 2623).

<sup>2</sup> L'article 99 a été abrogé par la loi n° 92-565 du 16 juillet 1992. Voir désormais, à l'article 18, l'alinéa ajouté par cette même loi relatif aux maisons de titres ; voir également les articles 20 et 97-IV de la loi n° 96-597 du 2 juillet 1996.

## ANNEXE N° 8 (suite)

les billets de trésorerie, d'une durée initiale inférieure ou égale à un an, émis par les établissements mentionnés au 1° du III de l'article 19 de la loi du 26 juillet 1991 non établis en France (ces établissements ne peuvent émettre que des billets de trésorerie en devises étrangères) et par les émetteurs mentionnés aux 2°, 3°, 4° et 5° du III de l'article 19 de la loi du 26 juillet 1991 établis ou non établis en France ;

- d'autre part,

- les bons à moyen terme négociables, d'une durée initiale supérieure à un an, émis par l'ensemble des émetteurs mentionnés au III de l'article 19 de la loi du 26 juillet 1991 établis ou non établis en France.

*A l'origine, les émetteurs de bons à moyen terme négociables devaient avoir, préalablement à l'émission, rendu publique une notation de leur programme d'émission obtenue auprès d'une agence spécialisée figurant sur une liste arrêtée par le ministre chargé de l'économie et des finances. Le décret n° 94-848 du 27 septembre 1994 a supprimé cette obligation de notation.*

## 2. Le dossier de présentation financière

Tout émetteur qui projette d'émettre des titres de créances négociables en France pour la première fois est tenu d'établir un dossier de présentation financière.

### A. LA FORME DU DOSSIER DE PRESENTATION FINANCIERE

#### - Le contenu du dossier de présentation financière

Les émetteurs de titres de créances négociables constituent un dossier de présentation financière qui porte sur leur activité, leur situation financière ainsi que sur leur programme d'émission.

Ce dossier de présentation financière comprend :

- une présentation du programme d'émission avec, le cas échéant, la fiche de notation établie par l'agence spécialisée ;
- les documents relatifs aux deux derniers exercices mis à la disposition des actionnaires, incluant notamment les comptes annuels, et, le cas échéant, les comptes consolidés, les rapports du conseil d'administration ou du directoire et du conseil de surveillance, selon le cas, et les rapports des commissaires aux comptes ;
- une fiche de renseignements sur la situation juridique et financière de l'émetteur ;
- une attestation des personnes physiques, avec indication de leur identité et de leur fonction dans la société, ou des personnes morales, avec indication de leur dénomination et de leur siège, qui assurent la responsabilité de ce dossier et certifient qu'à leur connaissance son contenu est conforme à la réalité et ne comporte pas d'omission de nature à en altérer la portée.
- lorsqu'il ne se prévaut pas d'une notation de son programme d'émission par une agence spécialisée, l'émetteur joint au dossier de présentation financière, sa dernière situation trimestrielle et, lorsqu'il établit son dossier plus de 4 mois après la fin du 1er semestre de l'exercice, un rapport semestriel sur son activité et ses résultats.

Les données comptables sont accompagnées de l'attestation des commissaires aux comptes, ou des personnes qui en tiennent lieu, sur la sincérité des informations données.

Lorsque l'émetteur est une société chargée, au sein d'un groupe, de gérer la trésorerie, ces mêmes renseignements sont fournis pour l'ensemble du groupe sur la base des comptes consolidés de la société consolidante.

## ANNEXE N° 8 (suite)

Lorsque les titres de créances négociables bénéficient d'une garantie, le dossier de présentation financière fait mention de la garantie et fournit, pour le garant, les mêmes renseignements que pour l'émetteur.

Les dossiers de présentation financière sont rédigés en français et établis dans les normes comptables françaises. La Commission des opérations de bourse peut toutefois adapter les modalités de présentation des dossiers pour les émetteurs ayant leur siège à l'étranger.

#### . L'organisation du dossier de présentation financière

*Les mentions obligatoires du dossier de présentation financière sont précisées dans le décret n° 92-137 du 13 février 1992 relatif aux titres de créances négociables et dans son arrêté d'application du 13 février 1992.*

*Pour faciliter leur établissement par les émetteurs, leur lecture par les investisseurs et, plus généralement, dans l'intérêt de la Place, il a paru utile, en concertation avec les professionnels, d'harmoniser l'organisation des dossiers de présentation financière.*

*A cette fin, figure ci-après un schéma d'organisation du dossier de présentation financière qui reprend les éléments d'information exigés par les textes (à l'exclusion de tous autres) qui doivent figurer dans un dossier de présentation financière.*

#### B. LES PROCEDURES D'INSTRUCTION ET DE CONTROLE DES DOSSIERS DE PRESENTATION FINANCIERE PAR LA COMMISSION DES OPERATIONS DE BOURSE

*Avant la suppression de l'obligation de notation des programmes d'émission de BMTN, seuls les émetteurs de billets de trésorerie non notés (y compris les établissements bancaires et financiers étrangers non établis en France qui ne peuvent émettre que des billets de trésorerie en devises car ils ne sont pas tenus de constituer des réserves obligatoires auprès de la Banque de France) devaient solliciter un visa de la Commission des opérations de bourse préalablement à leur entrée sur le marché. Les autres émetteurs devaient établir leur dossier de présentation financière et le tenir à la disposition de la Commission des opérations de bourse qui exerçait son contrôle a posteriori.*

*Désormais, les obligations d'information des émetteurs de TCN diffèrent selon la nature de leur activité et qu'ils ont rendu publique ou non une notation de leur programme.*

a) émetteurs dont l'activité n'entre pas dans le champ d'application de la loi du 24 janvier 1984 et qui n'ont pas rendu publique une notation de leur programme.

*Cette catégorie regroupe les émetteurs de billets de trésorerie non notés autres que les établissements bancaires ou financiers étrangers non établis en France et les émetteurs de BMTN non notés autres que les établissements bancaires ou financiers établis ou non en France.*

*Ces émetteurs doivent, pour pouvoir procéder à des émissions, avoir fait viser leur dossier de présentation financière par la Commission des opérations de bourse. Le contrôle a priori de ces émetteurs se justifie par le fait qu'ils ne sont suivis en permanence ni par une agence de notation ni par une autorité de contrôle ou de tutelle spécifique (Commission Bancaire, banque centrale ...).*

*A cette fin, ils doivent déposer leur dossier à la Commission des opérations de bourse un mois au moins avant leur première émission ; ils le communiquent parallèlement à la Banque de France.*

*La Commission des opérations de bourse peut demander à l'émetteur toute explication ou justification sur les documents présentés et lui indiquer si nécessaire des énonciations à modifier ou des informations complémentaires à insérer. Elle peut refuser son visa si l'émetteur ne satisfait pas à ses demandes.*

*Le visa de la COB devient caduc si l'émetteur suspend sa présence sur le marché pendant plus d'un an.*

b) émetteurs dont l'activité entre dans le champ d'application de la loi du 24 janvier 1984 (établis ou non en France) ou qui ont rendu publique une notation de leur programme

*Cette catégorie regroupe d'une part, les émetteurs bancaires ou financiers établis en France (émetteurs de CD, BISF ou BMTN), les émetteurs bancaires ou financiers non établis en France (émetteurs de BT en devises ou de*

## ANNEXE N° 8 (suite)

*BMTN), que leur programme soit noté ou non, et d'autre part, les émetteurs de billes de trésorerie ou de BMTN notés autres que les établissements bancaires ou financiers établis ou non en France.*

Ces émetteurs informent la Banque de France, deux semaines au moins avant leur première émission, de leur intention d'entrer sur ce marché, par envoi du dossier de présentation financière.

Ils ne sont pas soumis à l'obligation de visa préalable de la Commission des opérations de bourse mais doivent tenir à sa disposition leur dossier de présentation financière et ses mises à jour.

*La Commission des opérations de bourse exercera donc sa mission de contrôle du respect des obligations d'information de ces émetteurs par des contrôles a posteriori. Elle pourra notamment à tout moment leur demander, ainsi qu'à leurs établissements domiciliaires, communication de leur dossier de présentation financière et de ses mises à jour. Ce type de contrôle se justifie par le fait que l'émetteur est suivi en permanence par une agence de notation et/ou une autorité de tutelle spécifique (Commission Bancaire, Banque centrale...).*

### 3. La mise à jour du dossier de présentation financière

Les émetteurs de titres de créances négociables sont soumis à des obligations de mises à jour permanentes, annuelles et le cas échéant périodiques de leur dossier de présentation financière :

- obligations de mise à jour permanente : tous les émetteurs doivent mettre à jour immédiatement leur dossier sur toute modification relative au plafond de leur encours, à leur notation, à l'identité du garant ou aux modalités de la garantie ainsi que sur tous faits nouveaux susceptibles d'avoir une incidence significative sur l'évolution des titres émis ou sur la bonne fin du programme d'émission ;

- obligations de mise à jour périodique : les émetteurs qui ne se prévalent pas d'une notation de leur programme d'émission doivent effectuer des mises à jour périodiques de leur situation trimestrielle jointe au dossier de présentation financière, dans le mois qui suit la fin de chaque trimestre de l'exercice, et de leur rapport semestriel sur leur activité et leurs résultats, dans un délai de 4 mois suivant la fin du premier semestre de l'exercice. Le rapport semestriel sur l'activité et les résultats doit obligatoirement être accompagné de l'attestation des contrôleurs légaux ; les situations trimestrielles peuvent ne pas être accompagnées de l'attestation formelle des contrôleurs légaux mais doivent être régulièrement portées à leur connaissance ;

Les émetteurs dont l'activité entre dans le champ d'application des articles 18 et 99<sup>3</sup> de la loi du 24 janvier 1984 établissent le rapport semestriel et la situation trimestrielle selon les modèles, respectivement, du tableau d'activité et de résultats semestriels et de la situation trimestrielle définis par le Comité de la réglementation bancaire.

Les autres émetteurs établissent le rapport semestriel et la situation trimestrielle de trésorerie qui mentionne notamment les actifs réalisables et passifs exigibles à un an au plus, selon les modèles figurant ci-après en annexe.

*Les mises à jour infra-annuelles (informations permanentes et/ou périodiques) du dossier de présentation financière consistent en une incorporation et une diffusion continue des éléments nouveaux dans le dossier de présentation financière.*

- obligations de mise à jour annuelle : tous les émetteurs doivent mettre à jour chaque année leur dossier de présentation financière dans un délai de 45 jours après la tenue de l'assemblée générale des actionnaires, ou de l'organe qui en tient lieu, statuant sur les comptes du dernier exercice.

*La mise à jour annuelle consiste en l'établissement et la diffusion d'un nouveau dossier de présentation financière complet.*

Les mêmes obligations de mises à jour s'imposent au garant et au groupe quand l'émetteur est une société chargée de gérer la trésorerie du groupe.

<sup>3</sup> L'article 99 a été abrogé par la loi n° 92-655 du 16 juillet 1992. Voir désormais, à l'article 18, l'alinéa ajouté par cette même loi relatif aux maisons de titres ; voir également les articles 20 et 97-IV de la loi n° 85-597 du 2 juillet 1985.



## ANNEXE N° 8 (suite)

Les émetteurs de billets de trésorerie bénéficiant d'un visa de la COB (cf. ci-dessus, le paragraphe 2. B a) communiquent immédiatement les mises à jour de leur dossier à la Commission des opérations de bourse.

La Banque de France reçoit communication immédiate par tous les émetteurs des mises à jour de leurs dossiers de présentation financière. Toutefois, les émetteurs soumis à la loi du 24 janvier 1984 qui sont tenus à des obligations de mises à jour périodiques sont réputés avoir satisfait à la communication à la Banque de France des documents périodiques exigibles lorsque ces derniers ont été communiqués à la Commission bancaire.

Les émetteurs communiquent également, sans délais et sans frais, les mises à jour des dossiers de présentation financière aux établissements domiciliaires de leurs titres, à ceux qui assurent le rôle d'intermédiaire pour l'achat et la vente de ces titres, et à toute personne qui en fait la demande.

#### 4. Diffusion du dossier de présentation financière et de ses mises à jour

Chargée de veiller au respect des obligations d'information des émetteurs, la Commission des opérations de bourse reçoit et vise, lors de leur entrée sur le marché, le dossier de présentation financière des émetteurs visés ci-dessus au 2. B a) ; elle reçoit également communication de toutes les mises à jour du dossier ; les autres émetteurs doivent tenir leur dossier de présentation financière et ses mises à jour à sa disposition.

Chargée de veiller au respect des conditions d'émission, la Banque de France reçoit le dossier de présentation financière de tous les émetteurs ; elle reçoit également communication immédiate de ses mises à jour.

Les émetteurs de titres de créances négociables communiquent également sans délai et sans frais leur dossier de présentation financière et ses mises à jour aux établissements domiciliaires de leurs titres, à ceux qui assurent le rôle d'intermédiaires pour l'achat et la vente de ces titres, et à toute personne qui en fait la demande.

#### 5. Les sanctions

Lorsque la Commission des opérations de bourse constate qu'un émetteur n'a pas respecté les obligations d'information et que les dossiers de présentation financière ou leurs mises à jour comportent des erreurs ou des manquements de nature à altérer la qualité de l'information, elle le met en demeure de procéder aux rectifications nécessaires et en informe la Banque de France.

Si l'émetteur ne satisfait pas les demandes de la Commission des opérations de bourse, celle-ci peut :

- mettre fin à la validité du visa, dans le cas des émetteurs visés ci-dessus au 2. B a),
- demander à la Banque de France de suspendre les émissions dans les autres cas.

#### 6. Dispositions transitoires concernant les émetteurs présents sur le marché en avril 1992

Lors de la publication de la nouvelle réglementation en avril 1992, la Commission des opérations de bourse a confirmé aux seuls émetteurs de billets de trésorerie qui ne se prévalaient pas d'une notation de leur programme d'émission le maintien du visa accordé sous l'égide de l'ancienne réglementation.

#### 7. Emetteurs présents sur le marché en septembre 1994 qui souhaitent mettre en place un programme d'émission de BMTN non noté

Les émetteurs de billets de trésorerie non notés (autres que les établissements bancaires et financiers étrangers non établis en France), qui avaient reçu un visa de la COB et qui souhaitent mettre en place un programme d'émission de BMTN non noté, n'ont pas à solliciter un nouveau visa. Ils doivent simplement compléter leur dossier de présentation financière des caractéristiques de ce dernier programme.

Les émetteurs de billets de trésorerie notés (autres que les établissements bancaires et financiers étrangers non établis en France), qui n'avaient pas un visa de la COB et qui souhaitent mettre en place un programme d'émission de BMTN non noté, sont tenus de solliciter un visa de la COB après avoir complété leur dossier



## ANNEXE N° 8 (suite)

de présentation financière des caractéristiques du programme et des informations exigibles des émetteurs dont le programme n'est pas noté.

Les autres émetteurs de TCN qui n'ont pas un visa de la COB et qui souhaitent mettre en place un programme d'émission de BMTN non noté, sont tenus de compléter leur dossier de présentation financière des caractéristiques du programme et des informations exigibles des émetteurs dont le programme n'est pas noté.

## ANNEXE I

**SCHEMA D'ORGANISATION DU DOSSIER DE PRESENTATION FINANCIERE**  
(art. 8 et 9 du décret n° 92-137 du 13 février 1992)

Les dossiers de présentation financière sont rédigés en français et établis dans les normes comptables françaises. La Commission des opérations de bourse peut toutefois adapter les modalités de présentation des dossiers pour les émetteurs ayant leur siège social à l'étranger (art. 12 du décret n° 92-137 du 13 février 1992).

Dans le cas où l'émetteur peut justifier expressément que l'information demandée dans une rubrique est inadaptée à sa situation particulière, il peut, avec l'accord de la Commission des opérations de bourse, adapter le contenu du dossier en y apportant une justification circonstanciée (art. 6 de l'arrêté du 13 février 1992 pris en application du décret n° 92-137 du 13 février 1992).

Les entreprises du secteur public faisant publiquement appel à l'épargne qui ne sont pas soumises au plan comptable général, les institutions de la Communauté économique européenne et les organisations internationales dont la France est membre peuvent adapter avec l'accord de la Commission des opérations de bourse la présentation des documents visés aux chapitres III et IV ci-après en fonction des règles qui leur sont applicables (art. 5 de l'arrêté du 13 février 1992 pris en application du décret n° 92-137 du 13 février 1992).

## PLAN

	<i>Pages</i>
Chapitre Ier Renseignements concernant les responsables du dossier de présentation financière et le contrôle des comptes .....	2551
Chapitre II Présentation du programme d'émission .....	2552
Chapitre III Fiche de renseignements sur la situation financière et juridique de l'émetteur .....	2553
Chapitre IV Documents relatifs aux deux derniers exercices mis à la disposition des actionnaires, incluant notamment les comptes annuels et le cas échéant les comptes consolidés, les rapports du conseil d'administration ou du directoire et du conseil de surveillance, selon le cas, et les rapports des commissaires aux comptes .....	2554
Rapport semestriel sur l'activité et les résultats, situations trimestrielles (émetteurs non notés) .....	2554
Annexes	
Mise à jour du dossier de présentation financière .....	2556
Tableau semestriel d'activité et de résultats .....	2557
Situations trimestrielles de trésorerie .....	2557

Il est recommandé aux émetteurs de servir toutes les rubriques en indiquant le numéro de chacune d'entre elles.

## ANNEXE N° 8 (suite)

**Rappels :**

Lorsque l'émetteur est une société chargée, au sein d'un groupe, de gérer la trésorerie, ces mêmes renseignements sont fournis pour l'ensemble du groupe sur la base des comptes consolidés de la société consolidante (art. 8 dernier alinéa du décret n° 92-137 du 13 février 1992).

Lorsque les titres de créances négociables bénéficient d'une garantie, le dossier de présentation financière fait mention de la garantie (cf. Chapitre II) et fournit pour le garant les mêmes renseignements que pour l'émetteur (art. 10 du dernier alinéa du décret n° 92-137 du 13 février 1992).

**CHAPITRE Ier****Renseignements concernant les responsables du dossier de présentation financière et du contrôle des comptes**

Art. 8 4° et alinéas suivants, art. 13 dernier alinéa du décret n° 92-137 du 13 février 1992  
et art. 2 dernier alinéa de l'arrêté du 13 février 1992

**RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES RESPONSABLES DU DOSSIER DE PRESENTATION FINANCIERE**

1. Identité et fonction dans la société des personnes physiques ou dénomination et siège des personnes morales qui assument la responsabilité du dossier de présentation financière.

2. Attestation signée des responsables cités au point 1. certifiant que, à leur connaissance et pour la partie du dossier de présentation financière dont ils assument la responsabilité, les données de celui-ci sont conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à altérer la portée du document. Cette certification est faite sous la forme suivante: "A notre connaissance, les données du présent dossier de présentation financière sont conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée".

**RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE CONTROLE DES COMPTES**

3. Nom, adresse et qualification des contrôleurs légaux des comptes qui, conformément à la législation nationale, ont procédé à la vérification des comptes annuels des deux derniers exercices.

4. a) Indication précisant que les comptes annuels ont été certifiés; si les certifications ont été refusées par les contrôleurs légaux ou si elles comportent des réserves, ce refus ou ces réserves doivent être reproduits intégralement et la motivation doit en être donnée.

Si les éléments ci-dessus (3. et 4. a)) figurent dans les documents relatifs aux deux derniers exercices remis aux actionnaires (cf. chapitre IV ci-après), en faire mention en indiquant les références aux pages de ces documents où elles peuvent être retrouvées. Dans ce cas et si le dossier de présentation financière ne comprend pas d'éléments autres que les situations trimestrielles, le dossier de présentation financière peut ne pas être signé par les contrôleurs légaux.

4. b) Indication des autres renseignements qui figurent dans le dossier de présentation financière qui ont été vérifiés par les contrôleurs, en particulier toutes les précisions utiles sur la portée des contrôles sur les comptes intermédiaires et sur les données prévisionnelles.

Sont concernés ici d'une part les éléments d'information de nature comptable fournis dans la fiche de renseignements (activité, évolution récente et prévisionnelle, situation de dépendance éventuelle) visés au chapitre III ci-après et d'autre part les éléments comptables infra-annuels (rapports semestriels, situations trimestrielles). Dans ce cas et si le dossier de présentation financière comprend des éléments autres que les situations trimestrielles, le dossier de présentation financière doit être obligatoirement signé par les contrôleurs légaux (les situations trimestrielles peuvent ne pas être accompagnées de l'attestation formelle des contrôleurs légaux mais doivent être régulièrement portées à leur connaissance).

## ANNEXE N° 8 (suite)

## CHAPITRE II

## Fiche de présentation du programme d'émission

(Art. 8 1° du décret n° 92.137 du 13 février 1992 et art. 1er de l'arrêté du 13 février 1992)

PROGRAMME D'EMISSION DE : (indiquer la nature des titres émis: BT, CD, BISE, BMTN)

*Remarque :* Lorsque l'émetteur a plusieurs programmes d'émission de titres de créances négociables (par exemple: un programme d'émission de billets de trésorerie et un programme d'émission de bons à moyen terme négociables), il y a lieu d'établir une fiche de présentation pour chaque programme d'émission. Un même dossier de présentation financière peut comprendre plusieurs programmes d'émission sous réserve qu'il comprenne les éléments d'information exigés des émetteurs de chaque catégorie de titres.

1. Plafond de l'encours prévu pour l'année exprimé en francs et, s'il y a lieu, indication des devises dans lesquelles l'émetteur envisage de libeller ses émissions ;

2. Caractéristiques des titres que l'émetteur se propose d'émettre, avec indication notamment des plages de durée et des modes de rémunération envisagés ;

3. Mode de placement envisagé et, s'il y a lieu, indication des intermédiaires qui seront chargés du placement des titres ; dans le cas d'un programme d'émission de bons à moyen terme négociables, indication du nom d'au moins un établissement établi en France chargé de communiquer à la Banque de France des informations sur l'évolution du marché de ses titres ;

4. Etablissement (s) domiciliataire (s) envisagé (s) ;

5. Dans le cas d'un émetteur ayant rendu publique une notation de son programme d'émission obtenue auprès d'une agence spécialisée figurant sur la liste mentionnée à l'article 3 du décret du 13 février 1992 :

Indication de l'agence spécialisée et de la note obtenue ainsi que de la date d'attribution: la fiche de notation du programme d'émission délivrée par cette agence doit être jointe au dossier

*Remarque :* le programme peut être noté par plusieurs agences; si tel est le cas donner les informations relatives à chaque notation

6. Lorsque le programme d'émission est garanti, identité et qualité de la société ayant accordé sa garantie; une copie certifiée conforme de la lettre de garantie doit être jointe au dossier ;

(Rappel : le dossier de présentation financière doit fournir pour le garant les mêmes renseignements que pour l'émetteur - art. 10 du dernier alinéa du décret n° 92-137 du 13 février 1992 - ; en pratique le garant doit donc établir un dossier de présentation financière)

7. Lorsque l'émetteur émet à l'étranger des titres de même nature, présentation succincte de ses programmes d'émission, avec indication des marchés où ces titres sont négociés ;

Nom et n° de téléphone d'une ou de plusieurs personnes assurant la mise en oeuvre du programme d'émission

*Remarque :* Cette information est destinée à faciliter les relations entre émetteurs, investisseurs et intermédiaires ; elle est souhaitable bien que non obligatoire.

## ANNEXE N° 8 (suite)

## ANNEXES AU SCHEMA D'ORGANISATION DU DOSSIER DE PRESENTATION FINANCIERE

### MISE A JOUR DU DOSSIER DE PRESENTATION FINANCIERE (Art. 13 du décret n° 92.137 du 13 février 1992)

Les émetteurs de titres de créances négociables sont soumis à des obligations de mises à jour permanentes, annuelles et le cas échéant périodiques de leur dossier de présentation financière :

- obligations de mise à jour permanente : tous les émetteurs doivent mettre à jour immédiatement leur dossier sur toute modification relative au plafond de leur encours, à leur notation, à l'identité du garant ou aux modalités de la garantie ainsi que sur tous faits nouveaux susceptibles d'avoir une incidence significative sur l'évolution des titres émis ou sur la bonne fin du programme d'émission;
- obligations de mise à jour périodique : les émetteurs qui ne se prévalent pas d'une notation de leur programme d'émission doivent effectuer des mises à jour périodiques de leur situation trimestrielle jointe au dossier de présentation financière, dans le mois qui suit la fin de chaque trimestre de l'exercice, et de leur rapport semestriel sur leur activité et leurs résultats, dans un délai de 4 mois suivant la fin du premier semestre de l'exercice. *Le rapport semestriel sur l'activité et les résultats doit obligatoirement être accompagné de l'attestation des contrôleurs légaux, les situations trimestrielles peuvent ne pas être accompagnées de l'attestation formelle des contrôleurs légaux mais doivent être régulièrement portées à leur connaissance;*

Les émetteurs dont l'activité entre dans le champ d'application des articles 18 et 99 <sup>4</sup> de la loi du 24 janvier 1984 établissent le rapport semestriel et la situation trimestrielle selon les modèles, respectivement, du tableau d'activité et de résultats semestriels et de la situation trimestrielle définis par le Comité de la réglementation bancaire.

Les autres émetteurs établissent le rapport semestriel et la situation trimestrielle de trésorerie, qui mentionne notamment les actifs réalisables et passifs exigibles à un an au plus, selon les modèles figurant ci-après en annexe.

*Les mises à jour infra-annuelles (informations permanentes et/ou périodiques) du dossier de présentation financière consistent en une incorporation et une diffusion continue des éléments nouveaux dans le dossier de présentation financière.*

- obligations de mise à jour annuelle : tous les émetteurs doivent mettre à jour chaque année leur dossier de présentation financière dans un délai de 45 jours après la tenue de l'assemblée générale des actionnaires, ou de l'organe qui en tient lieu, statuant sur les comptes du dernier exercice.

*La mise à jour annuelle consiste en l'établissement et la diffusion d'un nouveau dossier de présentation financière complet.*

Les mêmes obligations de mises à jour s'imposent au garant, et au groupe quand l'émetteur est une société chargée de gérer la trésorerie du groupe.

Les émetteurs de billets de trésorerie non notés communiquent immédiatement les mises à jour de leur dossier à la Commission des opérations de bourse.

La Banque de France reçoit communication immédiate par tous les émetteurs des mises à jour de leurs dossiers de présentation financière. Toutefois, les émetteurs soumis à la loi du 24 janvier 1984 qui sont tenus à des obligations de mises à jour périodiques sont réputés avoir satisfait à la communication à la Banque de France des documents périodiques exigibles lorsque ces derniers ont été communiqués à la Commission bancaire.

<sup>4</sup> L'article 99 a été abrogé par la loi n° 92-665 du 16 juillet 1992 ; voir désormais, à l'article 18, l'alinéa ajouté par cette même loi relatif aux maisons de titres.

## ANNEXE N° 8 (suite)

Les émetteurs communiquent également, sans délais et sans frais, les mises à jour des dossiers de présentation financière aux établissements domiciliaires de leurs titres, à ceux qui assurent le rôle d'intermédiaire pour l'achat et la vente de ces titres, et à toute personne qui en fait la demande.

TABLEAU D'ACTIVITE ET DE RESULTATS DU ..... SEMESTRE 19..

	SEMESTRE de l'exercice en cours	SEMESTRE de l'exercice précédent	EXERCICE PRECEDENT
Chiffres d'affaires HT:			
+ Autres produits liés à l'exploitation .....			
- Charges d'exploitation .....			
Résultat d'exploitation:			
+ Produits financiers .....			
- Charges financières .....			
Résultat courant avant impôt:			
Autres charges et produits .....			
Résultat net .....			

SITUATION TRIMESTRIELLE DE TRESORERIE

	TRIMESTRE T	TRIMESTRE T - 1	TRIMESTRE T - 2
Actif réalisable (à 1 an au plus):			
Prêts .....			
Avances et acomptes .....			
Créances clients, effets et comptes rattachés .....			
Autres créances et actifs divers .....			
Trésorerie:			
Titres .....			
Disponibilités .....			
TOTAL A .....			
Passif exigible (à 1 an au plus):			
Emprunts obligataires et assimilés .....			
Autres emprunts et dettes financières .....			
Billets de trésorerie .....			
Dettes fournisseurs .....			
Avances et acomptes reçus sur commande .....			
Dettes fiscales, sociales et autres dettes privilégiées ...			
Autres dettes .....			
TOTAL B .....			



## ANNEXE N° 8 (suite)

**- schéma B bis**

Il s'applique aux mêmes émetteurs pour les opérations sur des instruments financiers complexes ou composés représentatifs de titres de créances (obligations à bon de souscription d'obligations -OBBO-...) ; l'émetteur fournit les informations prévues au schéma B, qui est complété par la fiche II bis.

**C - Le schéma C**

Le schéma C est le schéma particulier que les sociétés commerciales ou assimilées doivent suivre lorsqu'elles émettent ou qu'elles demandent l'admission aux négociations sur un marché réglementé de certificats représentatifs d'actions ; l'émetteur fournit les renseignements prévus au schéma C, complétés par les informations prévues au schéma A.

**D - Le schéma D**

Le schéma D est le schéma particulier relatif à l'établissement d'un document de référence ; il s'applique aux sociétés commerciales ou assimilées, aux autres émetteurs privés ainsi qu'aux collectivités publiques ayant une activité industrielle ou commerciale ; l'émetteur fournit l'ensemble des renseignements prévus aux schémas A et B, à l'exception de ceux prévus au chapitre II.

*Rappel* : à l'occasion de l'établissement d'un prospectus d'émission ou d'admission aux négociations sur un marché réglementé soumis au visa de la Commission, l'émetteur établit une fiche d'opération qui met à jour le document de référence, et qui comprend les renseignements prévus au chapitre II.

**E - Le schéma E**

Le schéma E est le schéma particulier utilisé par les sociétés commerciales ou assimilées à l'occasion de l'admission aux négociations sur un marché réglementé d'instruments financiers émis en rémunération d'opérations de fusion, de scission ou d'apport d'actifs ; l'émetteur fournit les informations prévues au schéma E, complétées par les renseignements prévus au schéma A.

**F - Le schéma O**

Le schéma O est le schéma particulier utilisé par les émetteurs de parts ou d'actions d'organismes de placements collectifs indiciels à l'occasion de leur demande d'admission aux négociations sur un marché réglementé.

**G - Le schéma P**

Le schéma P est le schéma particulier que doit suivre un émetteur public qui n'a pas d'activité économique ou commerciale pour l'émission ou l'admission aux négociations sur un marché réglementé des instruments financiers représentatifs de titres de créances simples ; l'émetteur fournit les informations prévues au schéma spécifique P, complétées par les renseignements prévus aux chapitres I et II (fiche II B) du schéma B.

## ANNEXE N° 8 (suite)

**SCHEMA P****ÉMISSION/ADMISSION DE TITRES DE CRÉANCES SIMPLES D'ÉMETTEURS PUBLICS SANS ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE OU COMMERCIALE**

L'émetteur présente un projet de prospectus qui comprend les renseignements suivants :

**PREMIÈRE PARTIE****ÉTATS SOUVERAINS OU ASSIMILÉS****I - Informations générales sur l'émetteur****I.1 - Données géographiques**

Données générales relatives à :

**I.1.1 - Superficie****I.1.2 - Population****I.1.2.1 - Pyramide des âges****I.1.2.2 - Ventilation de la population active par secteur d'activité****I.1.3 - Richesses****I.2 - Forme du gouvernement****I.2.1 - Constitution****I.2.2 - Entrée en vigueur, nature de régime****I.2.3 - Organisation de l'État****I.2.3.1 - Organigramme faisant apparaître la place de l'émetteur****I.2.3.2 - Principales compétences de chaque niveau de collectivités**

## ANNEXE N° 8 (suite)

**III.2 - Dettes publiques ou garanties****III.2.1 - Montant****III.2.2 - Composition****III.2.3 - Prévision d'évolution****III.2.4 - Ratios de la dette publique et des garanties :****III.2.4.1 - Par habitant****III.2.4.2 - Rapporté au PIB****III.2.4.3 - Autres chiffres...****III.3 - Dettes extérieures****III.3.1 - Montant****III.3.2 - Décomposition****III.3.3 - Rééchelonnement éventuel ou mode d'aménagement****III.3.4 - Ratios de la dette extérieure :****III.3.4.1 - Par habitant****III.3.4.2 - Rapporté au PIB****III.3.4.3 - Autres chiffres...****III.4 - Obligations envers les organismes financiers internationaux****DEUXIEME PARTIE****AUTRES COLLECTIVITES PUBLIQUES****I - Informations générales sur l'émetteur****I.1 - Définition de l'entité émettrice****I.1.1 - Organigramme faisant apparaître la place de l'émetteur****I.1.2 - Principales compétences de chaque niveau de collectivités**



## ANNEXE N° 8 (suite)

**I.2 - Données géographiques****I.2.1 - Superficie****I.2.2 - Population****I.2.3 - Richesse (part dans le PIB national)****I.3 - Organisation de la collectivité****I.3.1 - Historique, constitution et relation avec l'État****I.3.2 - Composition****I.3.3 - Organes de fonctionnement****I.4 - Domaines d'intervention de la collectivité****I.4.1 - Description de l'activité****I.4.2 - Politique d'investissement****I.4.3 - But de l'émission****II - Renseignements financiers****II.1 - Budgets des derniers exercices et budget primitif de l'année en cours****II.1.1 - Notes, commentaires et annexes****II.1.2 - Budget primitif, description et orientation générale (prévision budgétaire d'investissement, autofinancement)****II.2 - Comptes de recettes et dépenses détaillées - Ratios des recettes et dépenses par habitant****II.3 - Politique de prêts, aides diverses****II.4 - L'endettement de la collectivité****II.4.1 - Endettement à court terme**

## ANNEXE N° 8 (suite et fin)

**II.4.2 - Les emprunts contractés :****II.4.2.1 - Montant, échéance, caractéristiques :**

- nature (bancaire, autre)
- négociable (oui/non)
- taux (fixe, variable)

**II.4.2.2 - Charges financières****II.4.2.3 - Échéancier****II.4.3 - Garanties financières données****II.4.4 - Ratios d'endettement par habitant****III - Evolution récente et perspectives**